

dimanche, parce qu'il nous fait sortir un instant de cette école laborieuse qu'est la vie et nous permet de reprendre du courage pour recommencer notre tâche quotidienne. Parole juste s'il en fut et que certains de nos gouvernants devraient bien méditer.

L'EXODE DU CAPITAL CANADIEN EN SPECULATIONS SUR LE CHANGE EST UNE MENACE POUR NOTRE PAYS

L'avantage du change que nous avons actuellement sur l'argent des pays européens, entre autres l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la France, et même l'Angleterre a provoqué un mouvement de spéculation considérable se traduisant par de forts achats de ces monnaies aux cours actuels avec la perspective d'un retour prochain à la normale. Ces opérations qui, en somme, ne constituent qu'un demi-mal puisqu'elles promettent d'enrichir nos nationaux aux dépens des autres pays, n'en sont pas moins un danger réel dont nous avons à redouter les effets, en ce sens que la raréfaction de l'argent produit par cette émigration de notre capital menace de nous plonger dans une crise monétaire fort grave.

Déjà nous ressentons le contre-coup de cet exode de nos épargnes vers les vieux pays; les banques se voient dépourvues d'autant du numéraire canadien qui fait leur force de crédit et le commerce et l'industrie se trouvent privés en partie de cet élément indispensable à leur bonne marche: l'escompte.

Si cet emballement d'achat du franc, du mark, de la lire, de la couronne ou de la livre sterling se maintient ou s'accroît, il y a danger économique pour nous, car les banques ont déjà donné des signes manifestes de leur obligation de restreindre le crédit, ce que nous mènera fatalement à brève échéance à la paralysie partielle de nos forces productives et de nos pouvoirs de distribution.

Bien entendu, il n'y a pas, dans l'état actuel des choses, matière à affolement ou à panique, mais il y a urgence de prévoyance pour ne pas se laisser aller à une situation dont le commerce canadien aurait fort à souffrir. Tout ce qui est de nature spéculative met dans l'esprit des gens une nervosité malade qui leur fait perdre le contrôle d'eux-mêmes et il faut toujours prendre garde quand ce vent d'insouciance souffle parmi une population, car il est le précurseur d'une crise générale dont pâtissent même ceux qui n'en sont pas responsables. Sachons garder au Canada l'argent canadien; ne le dispersons pas aux quatre coins du monde dans l'espoir aléatoire d'un bénéfice lointain, faisons-le plutôt servir à rendre plus viriles les forces vives de la nation, tôt ou tard nous en serons récompensés par une prospérité qu'on ne pourrait attendre d'une spéculation désordonnée sur le change.

Notre pays neuf pavé d'industries naissantes a besoin de capital; il en a plus besoin actuellement que jamais, car il joue en ce moment le rôle de banquier vis-à-vis des pays européens épuisés par la guerre et qui ne peuvent acheter chez nous qu'à condition qu'on leur accorde de généreux crédits. Soyons prudents et groupons-nous autour de l'intérêt national.

UNE DEMANDE EXTRAVAGANTE

On nous écrit de différentes sources que le Tribunal du Commerce exige du commerce de détail, entre autre des magasins d'épicerie, un état mensuel des lignes d'épicerie qu'ils tiennent: achats, ventes, prix d'achat, prix de vente, etc. Nous ne pensons pas que le tribunal en question, institué dans le but de remédier au coût élevé de la vie, ait reçu mission de la part de nos gouvernants d'imposer pareilles mesures draconiennes et que ce soit sage initiative de sa part d'avoir recours à pareils procédés pour se documenter sur le commerce de détail et sa marche générale. Il est bien évident que ce que demande là le tribunal de commerce est chose impossible à réaliser pour la plupart des marchands de campagne qui, soucieux d'éviter les frais qui mangeraient leur maigre bénéfice, font la majeure partie de leur ouvrage eux-mêmes, sans le secours d'un commis. Vouloir leur faire établir un état mensuel du mouvement des lignes qu'ils tiennent, c'est les mettre dans l'obligation pure et simple de prendre à leurs gages un comptable spécialement préposé à pareil ouvrage et grever leur budget d'un bon vingt ou vingt-cinq dollars par semaine pour le moins. Singulière manière de chercher à réduire le coût de la vie! Si l'on estime qu'un marchand ordinaire débite environ cinq cents dollars de marchandises par semaine, c'est l'obliger à augmenter ses prix de vente de 5 pour 100 que de lui demander à fournir mensuellement un état aussi compliqué que celui exigé par le Tribunal du Commerce. Est-ce ce résultat que cherche à atteindre cette institution commerciale? Et ceci nous amène à redire que si ce corps enquêteur avait été composé d'hommes compétents en matières commerciales, d'hommes rompus aux problèmes de la distribution par les canaux logiques, il ne se serait pas livré à des demandes extravagantes du genre de celle que nous soulignons plus haut et qui, loin d'apporter un remède au coût élevé de la vie, ne font qu'en augmenter le poids.

D'après les récents rapports les envois d'huile d'olive ne seront guère importants.

La récolte n'a pas été bonne, sauf peut-être en Toscane et toutes sortes de restrictions sont imposées dans les principaux pays producteurs.